

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 704 3 novembre 1983

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:

Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
Jean-Daniel Delley
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy
Erika Sutter-Pleines

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Catherine Dubuis
Gil Stauffer

20 ANS

704

Brouillard et feux de code

Quant au dernier tour des élections nationales, une fois calculés les gains, les pertes et les pourcentages — exercice nécessaire, une des entrées classiques de l'interprétation politique — ce qui frappe, ce sont les progrès constants du régionalisme, du clientélisme, du poids des groupes de pression, non seulement professionnels (voir aussi plus loin: «Place aux infiltrés!»).

Entre ces deux images abstraites du citoyen, d'un côté le citoyen sans préjugés, connaissant le travail des élus, sachant quelles sont les grandes options nationales, et qui, par son vote, exprime une sanction pour le passé et un choix pour l'avenir et, de l'autre côté, le citoyen ignorant du travail parlementaire, mais surdéterminé par son milieu, ses relations, porté à faire confiance et à suivre quelques recommandations d'esprit de clocher, de ces deux images typiques prédomine la seconde.

Pourquoi cette superposition?

L'abstentionnisme opère un tri important. De même que, dans une liste d'adresses surabondante, le démarcheur trie les meilleures cibles en fonction du niveau de vie ou des habitudes de consommation, l'abstentionnisme décante. Les citoyens actifs sont présumés suggestionnables.

Les partis eux-mêmes, voir notamment le Parti radical vaudois, encouragent les campagnes personnelles, basées sur l'influence régionale d'abord, puis sur toute relation quelle qu'elle soit, relations d'affaires, culturelles, etc. (voir plus loin: «le combat des chefs»). D'où, par effet de régionalisme, une surreprésentation des milieux liés à l'agriculture, dont certains élus paraissent bien peu préparés pour un mandat national.

Enfin, des associations puissantes exercent, à travers les partis, transpolitiquement, un pouvoir que le jeu de la proportionnelle rend aisé. Ainsi, la

députation genevoise semble divisée en deux camps: les représentants de l'économie et de ses options idéologiques et les défenseurs de l'environnement, consacrés prioritairement à cette tâche.

L'effacement du politique est facilité par le brouillard qui entoure les travaux parlementaires. Les navettes entre les deux Chambres ne permettent pas à un citoyen, même bien informé, de suivre l'évolution d'un projet. La dernière législature a vu, d'ailleurs, un abus fréquent des artifices dilatoires de la procédure. Mais même pour les décisions arrêtées et entrées en vigueur, le rapport entre le vote des parlementaires et la vie concrète n'est pas perçu. Par exemple entre les choix financiers et le coût des cotisations de l'assurance-maladie. Seuls les fonctionnaires ont perçu clairement ce type de relations, non par corporatisme, mais par situation.

Dans le brouillard donc, les codes prennent toute leur importance, ceux du régional, ceux des distributeurs de label.

A côté du confidentialisme du monde des affaires, surgit un confidentialisme non plus privé, mais public. Il ne repose pas sur le secret, mais sur l'absence de communication. Il n'y a plus de mise en équation.

Désormais, il faut considérer le memento comme un moyen politique.

A. G.

GAUCHE, DROITE, AILLEURS

Place aux infiltrés!

Après les élections fédérales, le paysage politique apparaît comme figé. Certes, à considérer le nombre des sièges conquis par les uns et perdus par les autres, on peut avoir l'impression du mouvement. C'est oublier que l'élection majoritaire, qui prévaut pour le Conseil des Etats (Jura excepté) et

SUITE AU VERSO

Place aux infiltrés!

même les règles de la proportionnelle, ne reflètent pas les rapports de forces réels. Les radicaux, vainqueurs avec six sièges supplémentaires, ont en fait perdu 0,7% de leurs électeurs. Pour saisir le mouvement, si mouvement il y a, il faut regarder sous la surface des premiers résultats.

Ce qui frappe en premier lieu, c'est le recul des partis gouvernementaux — moins 4 points — qui atteignent ainsi leur plancher le plus bas depuis douze ans. Solides encore avec 77,5% des suffrages, ils sont pourtant touchés par les doutes qui se font jour à propos de la démocratie de concorde et il n'est pas improbable que les projets mijotés par le gouvernement de tous les partis rencontrent davantage de difficultés devant le souverain au cours de la prochaine législature.

Deuxième phénomène, c'est le mouvement à l'intérieur des partis eux-mêmes. On avait l'habitude de voir les organisations économiques — syndicats, arts et métiers, patronat — se glisser dans les listes électorales pour faire passer leurs candidats; ce qui est nouveau, c'est le poids des nouvelles organisations — femmes, écologistes, notamment — qui, faisant fi des clivages partisans, propulsent leurs protégé(e)s au Parlement, et de brillante manière. La progression marquée du parti «vert», même si elle ne s'est pas concrétisée par un gain de sièges correspondant, se conjuguera à la trentaine de sièges des partis traditionnels conquis, partiellement du moins, grâce au soutien explicite des milieux de protection de la nature; cette influence est particulièrement visible dans les deux Bâle où la gauche a bénéficié de son opposition persistante à Kaiseraugst.

Les socialistes, enfin, ont mieux résisté que prévu.

Ils sont confrontés à trois fronts: l'extrême-gauche et sa constellation qui progressent lentement, les «verts» qui mordent sur son électorat — à Genève, pour le moins, le phénomène est sensible — et les nationalistes qui séduisent une partie de l'électorat populaire.

Dans ces conditions, la riposte est difficile. Faut-il élaborer une riposte tous azimuts, au risque d'un manque de cohérence, et donc de crédibilité, ou au contraire prendre un cap à long terme, redéfinir une politique sociale plus adéquate à la conjoncture économique — redistribution conforme aux véritables besoins — et une perspective économique qui prenne résolument en compte les équilibres naturels? Quelle que soit la réponse, elle provoquera des grincements de dents «à la base».

FRIC ET POLITIQUE

Le combat des chefs

De plus en plus les personnes, de moins en moins les listes. Cette interversion des priorités, traditionnellement pratiquée à Zurich pour les élections au Conseil national, a fait tache d'huile dans plusieurs autres cantons cette année. Et cela tant en période de campagne électorale qu'au moment du décompte des suffrages.

Le phénomène, d'une ampleur nettement accrue par rapport à 1979, a toutes sortes de causes, connues des observateurs sinon reconnues par les états-majors politiques: étendue et densité démographique de certaines circonscriptions électorales cantonales, essor du marketing politique et augmentation concomitante des «mises» personnelles (de la part et en faveur de candidats bourgeois s'entend), mauvaise image des partis auprès des électeurs, qui donnent la préférence aux personnes et à leurs prestations (sur le petit écran ou dans la vie associative et locale), plutôt qu'aux listes et aux

discours idéologiques trop flous qu'elles véhiculent.

A Zurich, les quelque 700 000 électeurs inscrits avaient le choix entre plus de 500 candidats, pour composer une députation de 35 conseillers nationaux. Tri difficile pour celui — et surtout celle — qui ne se fie pas trop aux présélections opérées par les partis, et veut envoyer «les meilleurs» à Berne. D'où une très abondante propagande personnalisée: les partis payent des annonces en faveur de certains candidats sensés plaire à tel ou tel public cible, des comités de soutien se constituent pour la promotion de candidats liés à une région ou à une profession, et les candidats y vont de leur poche pour se vendre en self-service.

Les montants consacrés aux annonces-presses dans le canton de Zurich dépassent cette année tous les records antérieurs: 3 586 263 francs, soit le 41% de la Suisse (Fr. 8 669 305.—, cf. DP 702) — et cela pour les élections à la Chambre du peuple seulement. Bien entendu, les radicaux zurichois, qui se retrouveront à nouveau neuf au National, ont mis le plus gros paquet (37%), suivis par l'UDC, qui en reste à cinq députés malgré la publication de 1500 annonces pour plus d'un million de francs! Ni les démo-chrétiens ni les indépendants n'ont fait la moindre avance en siège malgré des centaines d'annonces — et des campagnes d'affichage de longue haleine en ce qui concerne l'AdI. Avec des montants comparables (entre huitante et cent mille francs), les socialistes perdent deux sièges sur les dix qu'ils détenaient, les évangéliques conservent leurs deux voix à Berne, et l'Action nationale double sa députation, qui passe de un à deux et rajeunit du même coup de 69 à 61 ans d'âge moyen.

LES VESTES ET LA MORALE

Tout cela semble donc assez moral: l'argent ne fait pas le succès, les urnes ne sont pas des trésors de nuit. A dire vrai, les choses paraissent moins

claires quand on examine le détail, c'est-à-dire les résultats des personnes, et non plus des listes. Certes, les deux «gros budgets» zurichoïses ont dépensé sans investir: les UDC Walter Frey (l'importateur de Toyota et ancien boycotteur du «Tages-Anzeiger») et Félix Mathys (président du Club Hofer, soit de la FRTA suisse alémanique) se retrouvent avec leur colistier Kôbi Kuhn parmi les non-élus, avec des suffrages qui leur ont coûté Fr. 7,36 et Fr. 5,65 respectivement... Mais les six suivants au hit-parade des «promotionnés» à coups d'annonces (pour 65-80 000 francs par candidat) ont tous été élus, sauf le radical Kurt Muller, premier des viennent-ensuite sur la liste Zurich-campagne.

A L'HEURE DES COMPTES

Quelques curiosités de la bataille des chefs radicaux à Zurich:

où l'on a vu W. L. Blum mordre la poussière, malgré une débauche d'annonces pleines pages vantant ses qualités, avec la caution de tout le gratin des relations publiques et de la publicité, voire même, appui tout à fait exceptionnel et somme toute fair play, de colistiers radicaux, candidats comme lui, mais sur les listes de Zurich-Ville; à l'intention de qui aurait pu s'étonner des sommes consacrées à vendre (en vain: il y aura des comptes professionnels à rendre...) ce publicitaire distingué, il était précisé que les publications se faisaient aux frais des signataires et à l'insu du candidat — quel n'a pas dû être l'étonnement de celui-ci pendant des semaines!

où l'on a «déploré» la défaite (3^e des viennent-ensuite) d'Oskar Frietschi, célèbre par ses combats radio-TV (tombeur de Balz Holsang) et appuyé par des signatures prestigieuses, dont le maire Thomas Wagner, le divisionnaire Ochsner (pas de réserve sous l'uniforme pour les hauts grades) et surtout E. Brugger, ancien conseiller fédéral (ironie du sort,

O. Frietschi sort juste après le fils du successeur de Brugger, Erich Honegger...

où le district de Horgen a gagné enfin une place au National en la personne de Vreni Spoerry, dont on ne sait pas si elle sera vraiment la représentante de cette région, ou plutôt un émissaire supplémentaire de la très patronale Société pour le développement de l'économie suisse dont elle est la secrétaire!

où l'on a enregistré que le patron de la Winterthur, Peter Spaelti est parvenu à s'offrir de justesse un siège (pour Fr. 88 000.—), grâce à une promotion axée non seulement sur ses mérites de représentant de l'économie privée, mais aussi d'ancien joueur de handball (soutien de sportifs actifs: Raimondo Ponte a mouillé son maillot pour lui);

où Cincera, comme on le prévoyait, et malgré des investissements raisonnables (Fr. 65 000.—, 6^e position au hit-parade des dépenses), a réussi sa percée, mais en éliminant l'avocat d'affaires Silvio de Capitani, celui-là même qui se vantait d'avoir réussi son coup il y a quatre ans moyennant Fr. 100 000.— sortis de sa poche, et qui n'a investi que Fr. 40 000.— cette fois (ceci expliquant peut-être cela).

LE BONUS VERT

Au chapitre de la personnalisation de la campagne, Zurich s'est distinguée aussi par l'apparition de deux listes «blanches», mais préalablement remplies par leurs promoteurs; celle des défenseurs de l'économie privée — si mal représentés à Berne, comme on sait! — fanatiques des économies et du «moins d'Etat», dix-sept noms, radicaux ou UDC, pas une seule femme bien entendu; et celle des défenseurs de l'environnement, vingt-deux noms choisis à travers tous les partis, dont six femmes, et finalement un très fort taux d'élu(e)s, grâce au «bonus» de 20 000 voix qu'apportait cette distinction «verte» aux dires des spécialistes.

Cela dit, l'accent mis sur les «personnalités» en lice, en sus de l'offensive partisane elle-même, a

gagné, pour la première fois dans de pareilles proportions, la Suisse romande, davantage Genève que Vaud ou Neuchâtel. Et même Berne a été touchée, où certains candidats ont débordé le cadre régional pour se lancer dans une promotion à l'échelle cantonale; voyez les socialistes Kurt Meyer et Jean Clivaz, le premier misant à fond sur les pêcheurs en rivière et la protection des eaux (récolte de signatures pour l'initiative jointe à sa campagne personnelle... jusque dans la file des personnes attendant de signer le livre d'hommage à Willi Rischard), le second mobilisant les syndicats et en particulier celui des cheminots, bien sûr, pour défendre sa cause.

APRÈS UN SCRUTIN

A quoi bon? Et pourtant...

Comme nous le promettons la semaine passée, nous n'en avons pas fini avec ces dernières élections fédérales! Pour compléter nos constats, voici un point de vue, plus particulièrement genevois, de la situation vécue «du dedans»: notre amie Erika Sutter-Pleines esquisse un bilan, après la campagne du parti socialiste et des élections marquées par la perte d'un siège, tant aux Etats qu'au National.

Elections fédérales: stabilité! Et pourtant... J'ai eu le sentiment, examinant les résultats à Genève, puis écoutant les analyses des camarades socialistes à Berne, que nous vivions le commencement d'une mutation. Oh, c'est encore infime! Mais comment expliquer autrement qu'à Genève, le siège du parti écologiste n'est pas pris aux socialistes, mais aux abstentionnistes? Que dans le canton de Vaud, à la figure d'un écrivain reconnu (mettant en mots les sentiments d'injustice et de souffrance) s'identi-

SUITE AU VERSO

A quoi bon? Et pourtant...

fient des milliers d'électeurs? Que dans les régions «chaudes» du pays (Bâle à cause de Kaiseraugst, Schwyz avec Rothenthurm), le parti socialiste s'affirme clairement?

Il faut rapprocher ces indices des constatations rassemblées ces dernières années par les observateurs de la politique: les mouvements intéressent davantage les gens que les partis et mobilisent davantage les énergies sociales.

Je me permettrai d'ajouter: l'augmentation, par une instruction plus poussée, des connaissances des mécanismes de la nature et de l'interaction générale, de même que la prise de conscience du long terme, non pas comme un jugement dernier indépendant de notre volonté, mais comme le résultat de l'action d'aujourd'hui, poussent de nouvelles générations à agir sur des points précis.

Le parti socialiste devient donc ainsi davantage un relais, un outil social et non plus cette grande famille où on se retrempe les soirs de découragement (tous frères et sœurs parce que du même giron populaire), où on transforme l'énergie du désespoir en action sociale.

Un rôle de relais de plus en plus important, car le risque d'exaltation allant jusqu'à la violence, la rupture, est plus grand pour les personnes engagées exclusivement dans des mouvements sans lien avec les gouvernements.

L'ATTENTE DES GENS

Deux courants sont donc forts, me semble-t-il, dans la population qui vote socialiste ou qui se contente d'observer la gauche en s'abstenant de voter:

— le besoin d'identifier ses préoccupations immatérielles (le long terme),

— le besoin de compter sur des personnes efficaces.

Là où ces deux courants peuvent se rejoindre sur des personnes, on sent un élan nouveau, quel que soit le parti auquel la personne se rattache (voir Monique Bauer-Lagier, libérale, à Genève, Leni Robert, ex-radical, à Berne; Gabrielle Nanchen, en Valais, malgré sa non-élection, en est aussi un bon exemple).

Le choix de nombre de personnes âgées des quartiers populaires à Genève est la démonstration aussi de ce phénomène, mais à l'envers. La personnalité généreuse de Willy Donzé, qui a tant œuvré pour leur bien-être, ne les a pas empêchées d'exprimer par leur vote le repli sur soi, la peur, le besoin d'appuyer des candidats pour qui l'étranger, le jeune, sont des boucs émissaires, «ceux qui vous prennent le peu qu'on a». La gauche actuelle n'est pas convaincante pour ceux qui se sentent impuissants devant les transformations de l'environnement social.

«MOINS DE DÉBATS, DES ACTES!»

Ainsi, je n'ai pas lieu d'être découragée. «A quoi bon l'engagement politique?» Les jeunes libéraux d'Uni II (où avait lieu le dépouillement du scrutin à Genève), qui s'étonnaient de voir Monique Bauer-Lagier exprimer de la tristesse en apprenant que Willy Donzé n'était pas élu, auront des gens en face d'eux pour leur rappeler qu'il n'y a pas de liberté sans solidarité, non seulement avec les générations actuelles, mais aussi avec les générations futures.

Cette nouvelle exigence des électeurs socialistes, «moins de débats proclamatoires, des actes concrets préparant l'avenir», traduit en effet un réalisme positif et dynamisant.

Cependant, ce qui m'inquiéterait, ce serait que cette subtile mutation soit analysée par des camarades socialistes comme un reniement des fondements intimes du socialisme des libertés. Contrai-

rement aux électeurs en effet, certains camarades semblent adopter une attitude de dieu vengeur cédant à un besoin de procès, se plongeant dans une dynamique de perdant et de victime, allant sur le plan théorique jusqu'à réclamer la «non-participation au gouvernement afin d'être plus libre dans l'opposition».

UN CONFLIT LARVÉ

Contrairement à la Suisse allemande où les jeunes socialistes ont été les moteurs des mouvements de résistance à la transformation centraliste des manifestations du monde économique, le Groupe d'Yverdon en Suisse romande par exemple, pour l'instant, semble se complaire dans un ressassement de principes jacobins qui commencent à miner l'action du Parti socialiste genevois.

Compréhensible dans une certaine logique d'obsession minoritaire, le refus de la participation au bureau du comité directeur par exemple, a créé une faille dangereuse. Ces camarades (majoritaires au comité directeur par un habile noyautage) s'opposent quasiment par jeu aux demandes de la direction du parti (le jeu étant aussi un exercice, nous apprend la fréquentation des enfants!).

Cette atmosphère de conflit larvé explique aussi pourquoi le parti socialiste a été peu présent dans la rue à Genève (et peut-être pourquoi il lui a manqué 70 bulletins pour conserver un troisième siège au National). Alors qu'à Bâle, deux cents camarades se relayaient pendant les dix derniers jours, toujours vingt à cinquante dans la rue, à l'entrée ou à la sortie des bureaux, des grands magasins, des usines! Ceux qui ont la fièvre n'ont pas de cœur à l'ouvrage.

Ce ne sont pas les analyses qui manqueront à la prochaine occasion (assemblée générale). Mais qui saura crever l'abcès et drainer les pensées malsaines, le dénigrement mutuel, sans que le corps entier soit envahi, tuant la vitalité d'un parti présent dans tant de lieux divers?

Observateur passionné, Georges Haldas nous disait récemment sa conviction sereine et contagieuse que le socialisme des libertés rassemble ceux qui (comme les femmes de la Plaza del Mayo) recommencent leur ouvrage autant de fois que nécessaire et restent à l'écoute des autres.

Au-delà des élections de dimanche dernier, ce parti-là, imbriqué dans la population, doit vivre à la fois divers par les forces qu'il rassemble et unique par son message de participation claire, permettant des changements nécessaires, étape après étape.

E. S.-P.

EN BREF

Lundi 31 octobre: premier numéro de la nouvelle formule de la «Basler Zeitung». Un lancement qui avait été précédé, pendant des jours, d'une campagne exemplaire d'explications dans les colonnes mêmes du journal. Première impression: le quotidien bâlois (toujours à la recherche d'un équilibre, tant politique que rédactionnel, après la fusion de la «National Zeitung» et des «Basler Nachrichten») gagne en lisibilité ce qu'il perd en originalité (formelle). Le format est maintenant conforme aux vœux des PTT... et très ressemblant à ce qui se fait dans les autres grands quotidiens helvétiques.

* * *

Numéro spécial de première nécessité du «Journal» de l'Association suisse des transports, consacré entièrement à l'enfant et au trafic automobile. Une septantaine de pages pour souligner un scandale absolu et tracer quelques garde-fous (adresse utile: Bahnhofstr. 8, 3360 Herzogenbuchsee).

* * *

Chapeau au quotidien «24 Heures» qui présente dans son édition de lundi dernier un recueil de dessins de son dessinateur Raymond Burki, et qui ne se contente pas de l'habituel panégyrique, mais va jusqu'à publier trois dessins refusés par la rédaction et compris dans l'ouvrage («Burki somme le glas», Editions du Sauvage).

GABRIELLE NANCHEN

Le «Nouvelliste» dans tous ses états

Pour qui n'aurait pas saisi dans toute son ampleur le véritable traumatisme subi par la démocratie-chrétienne valaisanne, contrainte de se mobiliser une deuxième fois pour faire passer ses deux candidats au Conseil des Etats, après leur échec au premier tour, il suffira de reprendre la collection des «Nouvelliste» parus du 23 au 29 octobre.

Roger Germanier, remuant le bâton dans la fourmilière radicale (pourquoi cette liberté de vote qui profite à Gabrielle Nanchen?), et maniant les sous-entendus à tout va (... «Mais bref, je ne veux pas polémiquer, je veux simplement dire qu'il faut aller voter, car l'enjeu est de taille, comme le socialisme n'est pas seulement de sourire», «NF» 29.10.).

Le rédacteur en chef Hermann Pellegrini, tentant, mais en vain, de conserver son image (?) de journaliste au-dessus de la mêlée; ne pouvant contenir son trop-plein partisan, mêlant d'angéliques appels au vote («Seuls les électeurs détiennent la clef du scrutin», conclusion d'un article du 25.10.) et de noirs diagnostics («... Est également en jeu, dans cette future joute, la défense des intérêts généraux du Valais à Berne. Sur ce plan, des convergences nombreuses existent entre les partis bourgeois. La liberté de vote (radicale, réd. DP) pourrait aussi s'exercer dans le sens de ces convergences. Heureusement! »).

Le propriétaire du journal, délaissant les affaires du FC Sion et montant d'urgence au front, dans le style Luisier qu'on lui connaît; amalgamant dans un ultime effort (29.10.) pour condi-

tionner les troupes radicales, le discours de Pierre Aubert («dont on prétend partout qu'il est bien plus modéré que M^{me} Nanchen») devant la FOBB et les positions défendues par la candidate socialiste; et concluant sur une mâle pirouette: «Je reste persuadé qu'ils (les radicaux, réd. DP) sont trop lucides pour ne se laisser convaincre que par un bon sourire effectivement très photogénique. La représentation valaisanne à la Chambre des cantons est une affaire autrement plus sérieuse.»

Et lundi dernier, après le ouf de soulagement, l'impudeur de cette conclusion du scrutin, toujours signée A. Luisier, revenu de ses excès: «... Car, c'est en tout premier lieu la sagesse politique valaisanne qui a triomphé ce week-end.» Les quelque 30 000 Valaisannes et Valaisans qui avaient voté pour Gabrielle Nanchen auront certainement apprécié.

A rapprocher du constat porté par un autre journaliste, François Gross, rédacteur en chef de «La Liberté», sur une autre péripétie de ces dernières joutes électorales. Même si les forces démocrates chrétiennes occupent encore en Valais des positions plus importantes que dans le canton de Fribourg. Il s'agissait de commenter le désistement du PDC Anton Cottier qui, dans l'éventualité d'un second tour, gardait toutes ses chances de coiffer au poteau le sortant socialiste Otto Piller et de rejoindre aux Etats son coreligionnaire Pierre Dreyer. François Gross: «... La politique n'est pas un boulier. Elle prend en compte certaines réactions. M. Piller battu dans deux semaines et demie, le PDC se serait trouvé avec, collée au dos, l'étiquette d'un clan «sûr de lui et dominateur», oubliant qu'il n'est plus majoritaire et abusant de sa position de plus fort parti du canton (...)

Le PDC dispose en réserve d'un joueur qui a fait ses preuves. Le peuple fribourgeois s'épargne un second tour et une douteuse réputation à l'extérieur.»

AFFICHES

Choses vues...

Le petit chat est mort, vive Molière. L'École des Femmes, montée par le Centre dramatique de Lausanne à Vidy en ouverture de saison, est mise en scène par Hervé Loichemol. Un bon Chrysalde (rôle difficile de l'ami raisonneur), une Agnès disgracieuse, hélas!, et un Arnolphe qui tient toute la scène. Le rôle est écrasant, et André Steiger s'en tire bien, malgré quelques outrances. Le public vibre et réagit fortement aux tirades sur les devoirs de l'épouse; les vieux crocodiles de la culture comme moi en restent proprement stupéfaits. Tant mieux: le texte est superbe, et la dame qui s'exclame, assise juste devant moi, se retient difficilement d'aller tordre le cou à Arnolphe. Autre surprise: la peur d'être cocu, exprimée à grand renfort de gestes vers le front, fait encore beaucoup rire. On en riait beaucoup du temps de Molière, les choses ont peu changé. Final insolite et charmant: la danse espagnole d'Enrique, étrangement masqué, qui réunit tous les acteurs pour les applaudissements fournis d'une salle comble et comblée.

... ET ENTENDUES...

Au café de Miex (s/Vouvry, Valais):

— *J'ai voté pour la Nanchen.*

— *Tu votes pour les mamis, à présent?*

— *C'est sûr! J'ai dit au syndic: «J'ai pas voté pour toi, j'ai voté pour la Nanchen. Il a rigolé, ce c...»*

Que les forêts sont belles sous le Col des Vernes. Nous avons remonté une coulée pierreuse semée de dizaines de sorbiers couleur de miel rose. Pas un rat, sauf une musaraigne, morte sur le sentier.

... ET À VOIR

Mercredi 9 novembre, à vingt heures trente, à Lausanne, au Centre paroissial d'Ouchy (CPO),

Amnesty International et le Théâtre en Plus de Fribourg présentent La Preuve du contraire, pièce en un acte de Charles Gilbert. L'entrée est libre, A. I. prenant à sa charge le coût du spectacle. Sujet: la torture par l'isolement. Deux personnages, le prisonnier et son gardien, l'homme et son ombre. Un acte pour la défense des Droits de l'Homme.

Catherine Dubuis

MONOPOLE: LA PAGE EST TOURNÉE

Les nouveaux arroseurs

Huit radios nouvelles (la troisième chaîne DRS et sept radios locales) émettent, en Suisse alémanique, depuis le début de ce mois de novembre dans la nuit de lundi à mardi.

Un rappel de l'enchaînement de circonstances et de décisions politiques qui a abouti à la perte, provisoire (?), du monopole (de fait) de la SSR!

— Les progrès techniques permettent à des amateurs d'émettre clandestinement sans grands frais. Ils sont poursuivis et leur matériel est saisi.

— Des radios étrangères, au bénéfice d'une concession dans leur pays (Europe 1, Monte Carlo, Südwestfunk) profitent de l'absence de publicité radiophonique en Suisse et de leur bon taux d'écoute dans notre pays pour diffuser de la publicité suisse, sans être inquiétées.

— Le monopole de la radio et de la télévision est de plus en plus contesté en Europe et même, sans succès évident, en Suisse (initiative ratée de l'Alliance des Indépendants, soutenue par la droite dure et pure). La gauche, entre autres, reste fidèle au principe du monopole de la SSR.

— Profitant de circonstances favorables, des radios et des télévisions libres sont créées dans des pays voisins et certains postes couvrent des régions périphériques de notre pays.

— Le 13 novembre 1979, Roger Schawinski, vedette des médias helvétiques (émission télévisée

pour les consommateurs, quotidien «Tat» de Migros) inaugure «Radio 24» dont l'émetteur est en Italie à deux pas de la frontière suisse. C'est une réussite technique considérée comme illégale par les autorités suisses, mais pas encore condamnée juridiquement en Italie.

— La SSR réagit aux risques de pertes d'audience et lance une troisième chaîne, d'abord en Suisse romande (Couleur 3).

— Libéralisant la parole radiophonique, le Conseil fédéral adopte le 7 juin 1982 une ordonnance sur les essais locaux de radiodiffusion (OER).

— En réponse aux nombreuses demandes, le Conseil fédéral accorde, en juin 1983, 36 «autorisations de procéder à des essais».

Sept essais ont commencé à la première date permise, mais seulement en Suisse alémanique: trois dans le canton de Zurich, un à Zoug, un à Bâle-Ville, un à Bâle-Campagne et un à Berne. Pas encore prêts, les autres diffuseurs se lanceront dans le délai prévu d'une année.

LIBERTÉ ET PAPERASSE

La première radio romande, «RGI» (Radio Genève internationale) devrait émettre sur la fréquence de 88,3 MHz au début de décembre.

L'autorisation d'émettre accordée à ceux qui se promettent d'être les pionniers de la radio locale en français est datée du 20 juin 1983; elle tient sur neuf pages et elle était accompagnée d'un exemplaire de l'OER et d'une carte de la zone d'arrosage qui prévoit que certains auditeurs français pourront entendre RGI alors qu'Hermance, Avully et La Plaine seraient hors de la zone d'arrosage (attendons un peu avant de vérifier la zone de diffusion réelle!).

Le document officiel précise les principales conditions de l'expérience:

— indispensable concession technique des PTT;
— envoi au Département fédéral des transports, communications et de l'énergie (DFTCE):

a) des statuts de l'Association RGI ainsi que le

nom des personnes qui composent cet organisme;
b) du règlement interne;
c) du concept de l'«enquête parallèle»;
d) du statut de rédaction;
— obligation d'annoncer sans retard au DFTCE les modifications qui touchent aux dispositions de l'autorisation ou aux données de la demande...
— obligation d'émettre quotidiennement pendant dix-neuf heures et limitation très stricte et chiffrée de la coopération possible entre plusieurs diffuseurs.

En l'occurrence, plus de liberté (d'émettre) se traduit par plus de paperasse et plus de recours à l'Etat fédéral pour éviter, comme il se doit, le vide et l'anarchie!

LANCEMENT À GRAND SPECTACLE

Pour les sept radios et le troisième programme DRS le lancement a été bien fait. Large information dans les médias «concurrents», par exemple. Le premier programme DRS a consacré une heure par jour, à fin octobre, pour présenter en particulier chaque nouveau poste (en sera-t-il de même à la Radio-TV romande?). Notons du reste que les prestations des «novices» étaient très supérieures à celles que nous avons entendues l'été dernier pendant le voyage romand de Radio Rail.

Amusant et intéressant: l'entraînement des collaborateurs de «Radio Extra Be» dans le restaurant bernois où elle a un studio.

Classique: les imprimés habituels (collants, prospectus et annonces de presse) pour tenter de populariser les fréquences.

Enfin, le soir du 1^{er} novembre, la Télévision suisse alémanique a consacré son magazine helvétique aux radios locales qui venaient de commencer à émettre.

OÙ LE TERRAIN EST OCCUPÉ...

Partir à temps, c'est honorable; mais tenir la distance en garantissant une certaine qualité, c'est autre chose: nous ne manquerons pas de suivre

attentivement les premiers pas des radios suisses alémaniques et dès leur apparition, ceux de leurs homologues suisses romands, tout particulièrement ceux de «Radio Acidule» (fréquence 90,4 MHz) à Lausanne, qui devra s'imposer à son concurrent Radio L(amunière), au bénéfice du soutien actif du plus grand groupe de presse suisse romand. Sans oublier «Alternativ Lokal Radio» (Lora) à Zurich (88,1 MHz), dont la naissance est prévue pour le courant de ce mois.

Pendant ce temps, les «outsiders» vont leur petit bonhomme de chemin: entre autres, «Radio Sound» qui a pris la relève de «Radio 24» au Pic Groppera, «Radio Leonia» ou «Radio Turistica», à l'intention des germanophones en vacances au Tessin; la dernière nommée, fondée il y a dix ans, émet depuis 1979, 24 heures par jour, avec le sou-

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Une façade démocratique

Pourquoi le cacher? J'ai été consterné par les dernières élections.

— Tout d'abord, à cause du taux des abstentions: plus de la moitié, etc.

— Mais plus encore de la cécité de la plupart des hommes politiques devant le fait; de leur totale incapacité à regarder les choses en face: les «élus du peuple» — du *souverain* comme on dit et comme on doit dire — ne sont plus les élus du peuple; la plus vieille démocratie du monde (démocratie: de *demos* = le peuple; et *cratie* = pouvoir) n'est plus une démocratie. Qu'à droite, on se refuse à voir cela, on le comprend: pourquoi ceux qui gardent leurs sièges se plaindraient-ils? A gauche, c'est plus ahurissant!

— Consterné encore par la quasi-disparition du POP (Parti du travail). A mon sens, je ne devrais pas être le seul à être consterné, mais, s'ils croient vraiment à la démocratie, avec moi quantité de

tien de l'œuvre religieuse «New Life», qui envisage de diffuser des émissions télévisées dès janvier prochain, toujours pour les germanophones et les anglophones de passage au Tessin (TV-International).

Cela dit, les radios savoyardes qui ont conquis une large audience en Suisse romande ne céderont pas facilement du terrain; et particulièrement KTFM/Evasion, sur tous les coups publicitaires d'une certaine importance entre Genève et Lausanne.

Nul doute également qu'il y ait un certain déchet: à lire les articles de presse consacrés à «Radio Chablais» par exemple («Nouveliste» en particulier), on doit admettre que le chemin est tortueux entre les projets sur le papier et leur concrétisation sur les ondes.

radicaux, libéraux, etc. Il est parfaitement malsain qu'une minorité — quelle qu'elle soit — se trouve réduite au silence et à la totale impuissance.

Parlons d'autre chose — ou de la même chose, encore? Je lis dans *La Suisse* une interview de l'un de ces innombrables Russes dont les livres innombrables nous sont régulièrement présentés comme éclipsant à la fois Tolstoï et Dostoïevski et proposant des révélations bouleversantes sur l'URSS. Bien. Et celui-là — Boubovsky, pour ne pas le nommer — disait sa conviction que les pacifistes sont manipulés par Moscou. Sincèrement, je me réjouis beaucoup de telles déclarations. Je me réjouis beaucoup qu'un réfugié jouisse d'assez de liberté chez nous pour donner son avis. Je ne pense pas du tout qu'il ferait mieux de se mêler de ses affaires... Mais je me demande, tout de même: à supposer qu'un romancier chilien ou argentin se réfugie chez nous et, au cours d'une interview, déclare qu'à son avis les gens au pouvoir en Suisse, la Société suisse des officiers, ou l'industrie lourde ou l'industrie chimique suisses sont manipulés par les USA et font le jeu du grand capitalisme — l'interview passerait-elle dans nos journaux? **J. C.**

Transports publics: l'espoir

Depuis dix ans, les associations écologistes avaient beau lancer initiative sur pétition, les socialistes avaient beau proposer des améliorations, rien n'y faisait: les transports publics genevois (TPG) étaient sous-développés et entendaient le demeurer. Même Guy Fontanet, premier conseiller d'Etat (PDC) à avoir été convaincu de leur importance, semblait se heurter à des adversaires irréductibles: une opinion publique dominée dans sa majorité par le lobby du tout-automobile, une classe politique à l'unisson, une direction d'entreprise satisfaite de sa médiocrité.

Les premiers projets d'amélioration du réseau publiés ces dernières années se sont heurtés à un scepticisme bien compréhensible, après trente ans de dégradation continue de la part réservée aux transports publics. Rappelons-les. Tout d'abord: le nouveau dépôt des trams dans la banlieue ouest de la ville. Ensuite: l'annonce de la mise en service d'un nouveau tram articulé de quarante-deux mètres (le prototype sera expérimenté dès janvier 1984). Puis: l'installation d'un réseau radio. Et surtout: une remise en question encore bien modeste du réseau, une des faiblesses aiguës de l'entreprise; ce réseau n'a pas été sérieusement revu depuis quarante ans, alors que la répartition de l'habitat dans le canton, du fait essentiellement de la naissance de cités-satellites et du développement des communes suburbaines, s'est considérablement modifiée (prévus pour 1984 et 1986, les changements annoncés tentent de prendre en compte les mouvements pendulaires).

Aujourd'hui, renouveau il y a dans ce secteur. A quoi est-il dû? A l'arrivée au Conseil d'Etat d'un deuxième magistrat, le socialiste Christian Grobet, partisan des transports en commun? A un afflux de sang neuf à la direction des TPG? Sans doute.

Mais aussi au fait que la priorité absolue donnée à l'automobile, responsable du délabrement de la cité, porte des fruits inattendus: le nombre des heures pendant lesquelles Genève se transforme en un gigantesque bouchon augmente régulièrement.

Dans notre pays, les choses vont lentement. Il aura fallu dix ans aux partisans des transports en commun pour arrêter une dégradation qui semblait inexorable. Et faute de moyens, le mieux annoncé est encore bien timide... Il faudra encore des années et bien des efforts pour redonner aux transports en commun la place qui leur revient, si on veut une ville qui ne soit pas seulement une piste pour complexés de l'accélérateur et pour promoteurs immobiliers, mais un instrument pour l'épanouissement de l'homme, par la richesse des contacts qu'elle encourage (dernier délai pour la signature de l'initiative pour les transports publics: 30 novembre).

LE POINT DE VUE DE GIL STAUFFER

Ça va saigner

Grrrr... Brrrr... Ouille... On peut lire, page 407 du dernier numéro de «Ingénieurs et architectes suisses» (22/83), des choses pétrifiantes et dynamiques tout à la fois à propos des routes et des poids lourds.

Le commentaire du rédacteur en chef, J.-P. Weibel, chapeautant l'article, est aussi parfaitement clair qu'il se peut. Citons, notamment: «(...) Il paraît dorénavant impossible de prétendre que les poids lourds paient plus que leur part à l'entretien du réseau routier, au vu des dégâts occasionnés sur un tronçon relativement récent et des frais de réfection en résultant (...)»

L'article, de MM. L. Pflug et S. Oesch, s'intitule «Auscultation en temps réel d'un revêtement routier» et il va faire un sacré boucan.

On ajoute qu'il s'agit là des résultats d'une recherche utile, intelligente et rigoureusement menée — ce qui est loin d'être le cas de nombre de recherches branquignolées dans les EPF...

Chapeau et remerciements, donc.

* * *

Pour la défense du «Glossaire» — que J. C. égratigne (DP 703) — je dirais, le connaissant un peu: 1) la tâche est tout bonnement gigantesque; 2) elle est conduite avec une rigueur et une minutie à faire pâlir une horloge atomique; 3) il n'est pas sûr qu'un traitement par ordinateur des informations engrangées — environ 2 millions de fiches — puisse notablement accélérer la publication; 4) contrairement à ce qu'on croit, les sept-huit rédacteurs travaillent vite; 5) le «Glossaire» ne donne pas seulement des renseignements d'ordre linguistique, mais également ethnographique, historique et iconographique; 6) il ne faut pas loin de dix ans pour former un spécialiste; 7) la qualité du travail fourni est mondialement reconnue; 8) le «Glossaire» est une entreprise «définitive»: lorsqu'il sera achevé, il n'y aura pas à le revoir, le corriger, l'augmenter; 9) ça ne me gêne pas le moins du monde de savoir qu'il faudra peut-être encore cinquante ou cent ou deux cents ans pour l'achever; 10) les rédacteurs du «Glossaire» auraient bien tort de se presser; quand on voit comment finissent les gens pressés...; 11) l'entreprise ne coûte pas cher: pas même une microfraction de ce qui est bousillé chaque année au titre, par exemple, du compte laitier de la Confédération ou de l'entretien des routes massacrées par les poids lourds; 12) le «Glossaire», c'est très bien.

Quant au livre de M^{me} Hadacek, c'est pas grand-chose, pour être poli. Mais c'était une bonne idée. Mais c'est quand même, technico-scientifiquement, pas grand-chose. Mais c'était une bonne idée.

Bien le bonjour chez vous.

G. S.